

COMMISSION DU STATUT DE L'ARBITRAGE

REUNION DU MARDI 20 JUIN 2023

Président : Mr HOMETTE Christian

Présents : MM. CERRALBO Jean-François - CIVET Éric - GILBERT Cédric - CHASTAGNIER Daniel

Excusés : MM. RODDIER Daniel - LAURENT Joël

* * * * *

Le procès-verbal de la dernière réunion en date du 14/03/2023 est adopté, avec la modification suivante : La Commission a mis au mois de mars 2023, le club de **CLERMONT NEYRAT FOOT MOSAIC** en 2^{ème} année d'infraction.

Suite au courrier de Mr BOULEZHAR en date du 26/04/2023, Président du club de CLERMONT NEYRAT FOOT MOSAIC, et après vérification, MR ZEROUALI a passé l'examen d'arbitre le 28/01/ 2023.

De ce faite, le club n'est plus en infraction avec le statut de l'arbitrage au mois de **mars 2023**.

Par contre, pour couvrir son club, pour l'année 2023/24, il devra effectuer 9 matchs avant juin 2023. (Voir tableau ci-dessous)

* * * * *

Les décisions prononcées ci-après par la Commission Départementale du Statut de l'Arbitrage sont susceptibles d'appel auprès de la Commission Départementale d'Appel du District – qui jugera en deuxième instance – selon les dispositions prévues à l'article 190 des règlements généraux de la FFF dans un délai de 7 jours à compter du lendemain de la notification contestée.

* * * * *

EXAMEN DES DOSSIERS

Courriers reçus :

CLUB DE DUROLLE FOOT du 6/04/2023 : Réponse faite par le Président du statut de l'arbitrage.

CLUB de CLERMONT METROPOLE du 19/04/2023 : La Commission donne un avis favorable au rattachement de MR Amir HABLES au club de CLERMONT METROPOLE pour la saison 2023/2024.

CLUB de BILLOM du 25/04/2023: La Commission donne un avis favorable au rattachement de Mr ROUSSEAU Benoit au club de BILLOM pour la saison 2023/2024

Courrier de MR BANGOURA ISMAËL du 08/06/2023 : Mr BANGOURA est indépendant depuis la saison 2022/23.

CLUB de CLERMONT UNION JEUNESSE : Le 25/04/2023, le Président Mr ERMISER Cuneyit a rencontré MM. Philippe AMADUBLE, Président du District du Puy de Dôme et M. Christian HOMETTE, Président de la Commission du Statut de l'arbitrage, pour des explications sur le règlement du Statut de l'arbitrage. Suite à cet entretien, et avec les nouveaux éléments que la Commission a en sa possession, il est décidé : **L'arbitre Mr CAKIR IBRAHIM ne peut pas couvrir son club par rapport à l'article 26 du statut de l'arbitrage, et confirme donc les décisions qui ont été prises au mois de mars 2023.**

De plus, la Commission rajoute Mr KULEKCI OSMAN en infraction par rapport à l'article 41.2 (statut aggravé de la LAURA FOOT).

Le club de CLERMONT UNION JEUNESSE est en infraction pour la 4^{ème} année pour la saison 2022/23.

Courrier de Mr RODDIER Daniel du 31/05/2023 : La Commission du statut de l'arbitrage prend acte de la démission de MR RODDIER DANIEL et le remercie de toutes les années passées au District du Puy de dôme, pour son dévouement et sa disponibilité. **UN GRAND MERCI.**

► **RAPPEL DU NOMBRE D'ARBITRES IMPOSE 2022-2023**

Article 41 - Nombre d'arbitres

1. Le recrutement des arbitres est obligatoire pour les clubs participant aux compétitions officielles. Le nombre d'arbitres officiels que les clubs doivent mettre à la disposition de leur District ou de leur Ligue, au sens donné à l'article 33, est variable suivant la compétition à laquelle participe leur équipe première et ne peut être inférieur à :

- Championnat de Ligue 1 : 10 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 1 formé et reçu avant le 31 janvier de la saison en cours et 6 arbitres majeurs,
- Championnat de Ligue 2 : 8 arbitres dont 1 arbitre féminine, dont 1 formé et reçu avant le 31 janvier de la saison en cours et 5 arbitres majeurs,
- Championnat National 1 : 6 arbitres dont 3 arbitres majeurs,
- Championnats National 2 et National 3 : 5 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- Championnat Régional 1 : 4 arbitres dont 2 arbitres majeurs,
- Championnat Régional 2 : 3 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- Championnat Régional 3 et Championnat Départemental 1 : 2 arbitres dont 1 arbitre majeur,
- Championnat de France Féminin de Division 1 : 2 arbitres dont 1 arbitre féminine,
- Championnat de France Féminin de Division 2 : 1 arbitre,
- Championnat de France Futsal de Division 1 : 2 arbitres, dont 1 arbitre Futsal,
- Championnat de France Futsal de Division 2 : 1 arbitre,
- **Autres divisions de district, championnats de football d'entreprise, clubs qui n'engagent que des équipes de jeunes, et autres championnats féminins : 1 arbitre.**
- **Futsal R1 et Futsal R2 : 1 arbitre spécifique futsal (les clubs futsal ne pourront pas présenter un arbitre qui représente déjà un club en football à 11).**
- **Avant-dernier niveau de district : 1 arbitre ou 1 arbitre auxiliaire.**
- **Dernier niveau de district : pas d'obligation.**

2. Dans le cas où un club comporte une section féminine, il y a lieu de tenir compte des obligations les plus importantes, entre celles de son équipe première masculine et celles de son équipe féminine. Si ces obligations sont identiques, il y a lieu de considérer que c'est l'équipe première masculine qui détermine les obligations du club.

Il en est de même pour les clubs engageant des équipes en Football Diversifié, l'équipe Libre déterminant dans ce cas les obligations en cas d'égalité.

3. Les dispositions particulières des Ligues imposant à leurs clubs un nombre d'arbitres plus élevé que ci-dessus, restent applicables aux clubs de ces Ligues disputant un Championnat National.

L'âge s'apprécie au 1^{er} janvier de la saison en cours.

Article 41.1 - Nombre d'arbitres au statut aggravé LAuRAFoot

Pour être représentatifs au regard du statut de l'arbitrage de la LAuRAFoot, les arbitres des clubs évoluant en seniors libres masculins et féminins, en FFF, en LFP, en Ligue LAuRAFoot et en districts de la LAuRAFoot (niveaux D1 et D2), doivent être âgés de 21 ans et plus au premier janvier de la saison concernée aussi bien pour le Statut Fédéral que pour le Statut Aggravé de la LAuRAFoot décrit ci-après.

Les clubs évoluant en seniors libres masculins et féminins, en FFF, en LFP, en Ligue LAuRAFoot et dans les deux premiers niveaux des districts de la LAuRAFoot (D1 et D2) devront répondre aux obligations minimales du Statut Aggravé dont le nombre définitif minimal d'arbitres sera communiqué aux clubs lors de la parution des informations au 30 septembre. Un tableur sera mis à disposition des clubs afin que ceux-ci puissent eux-mêmes calculer leurs obligations avant l'engagement de leurs équipes.

Ce nombre (arrondi au sens mathématique du terme : par exemples $2,4=2$ et $2,5=3$) sera calculé pour chaque club en fonction du nombre d'arbitres utilisés (divisé par 2 car 2 équipes par match) affecté d'un coefficient de 1,15 pour nécessité de fonctionnement pour les différentes équipes seniors masculines libres FFF, LFP, Ligue et jusqu'au troisième niveau de District (D3) inclus ainsi que pour les différentes équipes seniors féminines FFF et Ligue.

La Commission Régionale de l'Arbitrage publiera chaque saison avant le 30 septembre le nombre d'arbitres désignés dans chaque compétition citée dans le précédent paragraphe, FFF, LFP, Ligue et District jusqu'au niveau D3. Faute de publication, c'est le nombre de la saison précédente qui sera acté.

Après avis favorable de sa C.D.A. pour les jeunes arbitres de district et de la C.R.A. pour les Jeunes Arbitres de Ligue, un arbitre âgé de plus de 18 ans qui en a fait la demande avant le 30 septembre de la saison, peut diriger des rencontres seniors et compte comme arbitre âgé de 21 ans et plus au 1er janvier de la saison concernée s'il a effectué le nombre minimal requis de journées dans la catégorie seniors.

Un Jeune Arbitre Fédéral est considéré comme arbitre âgé de 21 ans et plus au 1er janvier de la saison concernée.

En plus des obligations prévues à l'article 41-1, les équipes évoluant en Championnat de France Futsal D2 devront disposer d'un arbitre spécifique futsal (Les équipes futsal ne pourront pas présenter un arbitre qui représente déjà un club en football à 11) ainsi que les équipes Futsal R1 et Futsal R2.

Ces sanctions sportives consécutives à ces obligations, s'appliquent à l'équipe disputant la compétition régionale futsal au plus haut niveau.

En plus des obligations prescrites par l'article 41-1, les clubs ayant des équipes de jeunes devront disposer de jeunes arbitres selon les modalités suivantes :

A - Clubs dont une ou plusieurs équipes de jeunes disputent :

a) Le championnat national des U19

b) Le championnat national des U17

c) L'un des championnats de Ligue suivants (dirigé par 3 arbitres) : U20, U18, U16 ou U15

-> 2 JEUNES ARBITRES

B. - Clubs dont une ou plusieurs équipes de jeunes disputent :

a) L'un des championnats de Ligue suivants (dirigé par 1 arbitre) : U18, U16, U15 ou U14.

b) Le championnat de jeunes de la plus haute série de leur District

-> 1 JEUNE ARBITRE

Pour les groupements de jeunes : pour les obligations relatives aux équipes du Groupement, l'un au moins des clubs le composant devra être en règle avec les obligations du statut de l'arbitrage des jeunes LAuRAFoot. La couverture du club ne pourra être assurée que par des jeunes arbitres.

Pour les ententes : l'entente devra avoir au moins l'un des clubs qui la compose en règle avec le statut

de l'arbitrage des jeunes LAuRAFoot.

Nota : Pour représenter le club au statut aggravé Jeunes de Ligue, le jeune arbitre peut avoir 13 ans au moins à 21 ans au plus au 1er janvier de la saison concernée.

Les clubs ne disposant pas lors de leur engagement dans les compétitions officielles du nombre d'arbitres en activité, prévu par les statuts fédéral et aggravé, sont donc invités à faire connaître à leur District les candidatures d'arbitres pour qu'ils satisfassent aux examens théoriques.

Le Statut Fédéral de l'Arbitrage et le Statut Aggravé LAuRAFoot s'appliquent tour à tour et si les obligations au Statut Aggravé LAuRAFoot sont inférieures en nombre d'arbitres exigé, c'est le Statut Fédéral qui prime en nombre d'arbitres exigé. Dans un cas comme dans l'autre, les arbitres doivent être âgés de 21 ans et plus au premier janvier de la saison concernée* * * * *

LISTE des CLUBS EN INFRACTION Pour la SAISON 2022/2023

Examen de la situation des clubs au 20/06/2023 dont l'équipe 1 évolue en district

SENIORS

Rappel important concernant la prise en compte de l'âge de l'arbitre (+21ans)

Article 41.1 - Nombre d'arbitres au statut aggravé LAuRAFoot

Pour être représentatifs au regard du statut de l'arbitrage de la LAuRAFoot, les arbitres des clubs évoluant en seniors libres masculins et féminins, en FFF, en LFP, en Ligue LAuRAFoot et dans les districts de la LAuRAFoot (niveaux D1 et D2), doivent être âgés de 21 ans et plus au premier janvier de la saison concernée pour le Statut Aggravé de la LAuRAFoot décrit ci-après.

Rappel pour les arbitres, dont la licence n'est pas validée au 31 août 2022

En cas de dossier incomplet, l'arbitre a 60 jours, à compter du 31 août pour compléter et saisir son dossier Médical d'Arbitre. A la suite de ce délai, si la demande n'a pas été complétée, celle-ci sera définitivement annulée et donc son club ne sera pas couvert.

Pour être désigné par la CRA ou les CDA, l'arbitre licencié devra être à jour de son DMA.

Les licences enregistrées après le 31 août ne permettent pas aux arbitres de couvrir leur club pour la saison 2022/2023.

Tous les clubs qui se trouvent dans le cas ci-dessus seront notés avec un (*)

Un club qui n'est pas en infraction au 28 février peut l'être au 15 juin lors de la 2^{ème} étude des clubs et l'examen du nombre de journée dirigée par chaque arbitre selon ses obligations.

Clubs en infraction	Division	Obligation	Nombre d'arbitres manquants au 20/06/23	Clubs disposant d'un Arbitre Auxiliaire (Voir ci-dessous)	Mise à jour des nouvelles Amendes financière en euros (Nombre de matchs non conforme au 20/06/2023)
PREMIERE ANNEE D'INFRACTION					
AULNAT	D3	1	1		50 €
AUGEROLLES F.C	D4	1	1		
CHAMPEYROUX SURAT ES	D3	1	1		50 €
CLERMONT AGUIRA	D1	2 de + 21 ans	2 de + 21 ans		
CLERMONT OUVOIMOJA	D1	2 de + 21 ans	2 de + 21 ans		240€
CLERMONT PTT AS	D3	1	1		
DUROLLE FOOT	D2	1 + de 21 ans	1+ de 21 ans		
ENNEZAT	D1	2 + de 21 ans	2+ de 21 ans		120€
HAUTE COMBRAILLE FOOT	D3	1	1		
MALINTRAT	D3	1	1		50€
MOISSAT		2 + de 21 ans	2+ de 21 ans		240€
OLBBY CEYSSAT MAZAYES	D3	1	1		
ORCINES A.S *	D1	2 de +21 ans	1 de + 21 ans		
SANCY ARTENSE FOOT	D3	1	1		
ST CLEMENT THURET	D2	1 + de 21 ans	1+ de 21 ans		50€
ST GERMAIN LE VERNET	D3	1	1		50€
ST OURS LES ROCHES A.S	D2	1 de +21 ans	1 de + 21 ans		
SUGERES A.S	D4	1	1		
VERTAIZON FC	D1	2 de +21 ans	1 de + 21 ans		
DEUXIEME ANNEE D'INFRACTION					
ARCONSAT E.S	D3	1	1		
BILLOM S.C	D1	2 de + 21 ans	1 de + 21 ans		
CHARBLOT ENTENTE	D3	1	1		100€
CELLULE A.S	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		
CHARBONNIER LES MINES F.C	D4	1	1		
CHARBONNIER PAUGNAT R.C	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		
CHARENSAT A.S	D4	1	1	1	
CLERMONT FRANCO ALGERIENS	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		

CLERMONT METROPOLE F.C	D1	2 de +21 ans +1 jeune EQ : U18D1	1 de +21 ans + 1 jeune EQ : U18 D1		50€
CLERMONT NEYRAT FOOT MOZAIC	D3	1	1		100€
COURPIERE U.S	D1	2 de + 21 ans	1 de +21 ans		
EGLISENEUVE PRES BILLOM	D4	1	1		
GERZAT U.S	D1	2 de + 21 ans	1 de +21 ans		
MALAUZAT E.S.V	D3	1	1		
MARTRES D'ARTIERES LUSSAT F.C	D1	2 de + 21 ans	2 de + 21 ans		
MENAT NEUF EGLISE U.S	D4	1	1		
PERTUIS U.S	D4	1	1	1	
PONT DE DORE C.S	D1	2 de + 21 ans	2 de + 21 ans		
St JULIEN DE COPPEL F.C	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		
ST PRIEST DES CHAMPS J.S	D1	2 de + 21 ans	1 de + 21 ans		
VAL DE COUZE U.S	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		
VOLVIC CAPADOCE	D3	1	1		100€
TROISIEME ANNEE D'INFRACTION					
CLERMONT OUTRE MER	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		
LEZOUX	D1	2 de + 21 ans	1 de +21 ans		

Quatrième année d'infraction					
CLERMONT UNION JEUNESSE	D1	2 de + 21 ans	2 de + 21 ans		480€
CUNLHAT	D3	1	1		
CISTERNES A.S	D4	1	1		
RIS US	D4	1	1		
SERVANT AS	D4	1	1		
ST MAURICE BIOLLET F.C	D4	1	1		
VALLEE DORDOGNE	D2	1 de +21 ans	1 de +21 ans		200€

Pour les clubs de D4 ayant un Arbitre Auxiliaire, rappel des dispositions du statut :

STATUT DE L'ARBITRE-AUXILIAIRE (classé D5)

Modulation des sanctions sportives avec un arbitre-auxiliaire :

En avant dernier niveau de District (D4 en ce qui concerne le Puy de dôme), la présence d'un arbitre-auxiliaire dans les clubs masculins sera prise en compte pour adapter les sanctions.

Quelle que soit l'année d'infraction du club :

- a) Accession immédiate en division supérieure si le club a gagné sa place,
- b) Sanctions financières maintenues
- c) Décompte normal des mutés les deux premières saisons.

Pour le club figurant sur la liste arrêtée au 1er juin en troisième année d'infraction et au-delà : maintien de 2 joueurs mutés en équipe supérieure la saison suivante.

**Le Président de la commission du statut :
Christian HOMETTE**